

Convention collective

IDCC : 8912. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,  
RURAUX ET FORESTIERS**  
**(Languedoc-Roussillon et Vaucluse)**  
**(25 mars 1996)**

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996,  
*Journal officiel* du 20 novembre 1996)

AVENANT N° 2 DU 10 JUIN 2013

NOR : *AGRS1397189M*  
IDCC : 8912

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires du Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

La FGTA FO du Languedoc-Roussillon ;

La CFTC-Agri ;

La FGA CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 6 « Cotisations et organisme gestionnaire » est modifié comme suit :

« La gestion du régime de prévoyance est assurée par Agri-Prévoyance, institution de prévoyance, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application du présent accord sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel non cadre.

La garantie est financée par une cotisation mensuelle due pour tous les salariés bénéficiaires définis à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord et dont le taux est exprimé en pourcentage du PMSS.

La répartition du taux de la cotisation (employeur : 30 % ; salarié : 70 %) reste inchangée sur la base du tarif isolé.

TARIFS AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2014 (en pourcentage du PMSS)	COTISATION mensuelle	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Cotisation obligatoire : isolé (salarié seul)	1,12	0,34	0,78
Cotisations additionnelles facultatives :			
Extension famille (conjoint et enfants à charge)	1,93	–	1,93

TARIFS AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2014 (en pourcentage du PMSS)	COTISATION mensuelle	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Extension couple (conjoint seul)	1,26	–	1,26
Extension enfants à charge (par enfant à charge)	0,78	–	0,78

En application de la réglementation, la nature et le montant de la cotisation isolée seront mentionnés sur le bulletin de paie.

Les cotisations additionnelles facultatives sont appelées directement au salarié par la MSA. »

### **Article 2**

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé à l'unité territoriale de l'Hérault, de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, 615, boulevard d'Antigone, CS 19002, 34064 Montpellier Cedex.

### **Article 3**

Le présent avenant prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 si son arrêté d'extension est publié avant cette date. Dans le cas contraire, il entrera en vigueur le premier jour du mois civil qui suit la publication de cet arrêté d'extension.

Fait à Montpellier, le 10 juin 2013.

(Suivent les signatures.)